

<https://divergences.be/spip.php?article3593>



Les communs

- Liste de Discussion -

Date de mise en ligne : samedi 14 juin 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

18/10

Vu dans Diacritik.

Je me demande si une nouvelle idéologie boboïde n'est pas entrain de se mettre en place : le commun.

Les intellos et maîtres à penser issus des officines académiques cherchent désespérément un os à ronger. Le vide sidéral et la perte des fondamentaux de leur pathos se confond avec leur soif de reconnaissance et d'influence.

Votre avis. J'y vois un travail de fond sur le long terme.

A+ R-D M

Johan Faerber 18 octobre 2023 Enjeux contemporains (MÉL), Entretiens

Barbara Stiegler : « Il faut être prêt à lutter ici et maintenant, au plus près de chez soi » (Enjeux contemporains)

Barbara_Stiegler © Jean Noel Cassan

Comment encore faire commun dans une démocratie attaquée de toutes parts, sans cesse remise en cause, dont les services publics font l'objet d'une destruction en coupe réglée ? C'est à cette question urgente que Barbara Stiegler et Christophe Pébarthe, qui viennent de cosigner le remarquable *Démocratie !* Manifeste tenteront de répondre dans le cadre des Enjeux Contemporains à l'occasion d'une table ronde ce jeudi après-midi au Vieux-Colombier. Barbara Stiegler pose ici pour Diacritik le temps d'un entretien les pistes de cette discussion.

Qu'est-ce qui, selon vous, met en péril aujourd'hui la possibilité de faire monde commun ?

C'est une question très difficile, car les facteurs qui détruisent la possibilité de partager un monde commun sont évidemment multiples. Et aujourd'hui, ils sont même devenus innombrables. Si je veux éviter de dresser une liste de catastrophes, il me faut donc choisir un prisme et essayer de nommer ce qui prioritairement nous menace.

Pour Jean-Pierre Vernant, la notion de commun (koinon) est au fondement de la cité grecque : « A la place du Roi [l'Anax du système palatial mycénien] dont la toute-puissance s'exerce sans contrôle, sans limite, dans le secret de son palais, la vie politique grecque se veut l'objet d'un débat public [...] de la part de citoyens définis comme des égaux et dont l'Etat est l'affaire commune » (*Les origines de la pensée grecque* p. 7). C'est l'isonomia, le fait que nous partagions en commun et en public la même loi, c'est-à-dire le fait que la loi (nomos) soit au milieu (es meson) de la cité, un milieu transparent et accessible aux yeux de tous, qui est, pour lui, au fondement de la démocratie. Mais dans son livre *Athènes, l'autre démocratie*. Vème siècle av. JC (*Passés composés*, 2022), Christophe Pébarthe explique que l'isonomia ne suffit pas. Il faut y ajouter deux autres conditions : l'isègoria, la capacité de tous à participer à la délibération et donc à fabriquer la loi commune, qui suppose elle-même la parrhèsia, la légitimité de chacun à prétendre pouvoir saisir ce qui serait l'intérêt commun de tous.

Or, notre République, qui elle aussi se fonde sur la chose commune (la res publica) et sur la détermination de l'intérêt général, part du principe que seuls les élus seraient compétents pour saisir l'intérêt général du peuple, lui-même jugé incapable par principe de saisir ce qui serait bon pour tous. Ce faisant, elle souscrit à une théorie de la connaissance, et donc à une épistémologie, qui se trouve être majoritaire dans toute l'histoire de la philosophie depuis Platon. Pour cette épistémologie anti-démocratique, saisir le commun supposerait de s'excepter de la diversité des perspectives qui traversent le corps social en vue d'atteindre une vérité transcendante, sorte de clé de voûte qui serait au-dessus de la mêlée et qui coïnciderait avec « l'intérêt supérieur de la Nation ». C'est ce blocage épistémologique qui empêche la République de sortir des postulats du « gouvernement représentatif », selon lequel le peuple serait incapable de se gouverner lui-même. C'est lui qui fait obstacle à une « République sociale et démocratique », pourtant revendiquée depuis 1793 et régulièrement reprise par les luttes sociales en France (1848, 1871, 1936, 1944, etc.).

Aujourd'hui, la réflexion académique autour du commun porte essentiellement, dans le sillage de l'histoire du communisme, sur la question de la juste répartition des biens, et surtout sur la désignation de « biens communs » jugés inappropriables. L'adversaire à abattre est ici le capitalisme, dont la logique est de transformer toute réalité en une propriété exploitable sur le marché. Je partage évidemment sans réserve ce combat. Mais je crois qu'il faut absolument le doubler d'un autre front : celui qui consisterait à poser en principe la compétence de tous dans l'activité épistémique permettant de déterminer le bien commun, fondement de la croyance en la nécessité d'une délibération. Et ici, l'autre adversaire à abattre, c'est l'aristocratie élective, celle qui ne passe plus par la naissance mais par la compétence, et donc le niveau d'éducation. Or, en France comme dans beaucoup d'autres sociétés, tout le monde est désormais obligé de constater la faillite de ce modèle. Les classes les plus diplômées ont conduit notre société dans un état de crise systémique, ce qui remet évidemment en cause la légitimité des savoirs disciplinaires, considérés comme les seuls légitimes. Un tel monde peut potentiellement conduire à une guerre civile entre les

moins diplômés, qui peuvent ne plus avoir aucune confiance dans les élites intellectuelles pour les diriger, et les plus éduqués, qui se mettent à développer une véritable peur du peuple, une démophilie stigmatisant systématiquement l'irrationalité de la masse, du grand nombre et des classes populaires. Dans une telle situation, les savoirs académiques se sont trouvés fragilisés et incapables de résister à l'assaut de la ploutocratie, qui s'est mis à les transformer en un ensemble de données, de connaissances et de compétences toutes convertibles en parts de marché. Le capitalisme triomphant et la décomposition de l'aristocratie républicaine en sont venus finalement à s'alimenter l'un l'autre. C'est la situation que nous vivons aujourd'hui, et qui conduit à une forme de stasis permanente, dans laquelle plus personne n'a l'impression de partager le même monde.

Qu'est-ce qui, en dépit d'un monde de plus en plus fractionné, peut encore faire commun ?

Notre livre *Démocratie ! Manifeste* (co-écrit avec Christophe Pébarthe, *Le Bord de l'eau*, 2023) ne se contente pas de dresser ce diagnostic accablant. Il propose aussi une hypothèse pour sortir de cette crise. Et si nous reprenions au sérieux les pratiques d'assemblée et de délibération ? Et si la révolution démocratique commençait par-là : par une société qui renoue avec l'expérimentation des Athéniens sur la Pnyx, et plus près de nous et dans notre propre pays, avec les pratiques révolutionnaires de la fin du 18ème siècle, multipliant les cercles, les sociétés et les assemblées populaires, dans lesquelles les vérités ne pouvaient s'établir qu'en commun ? Notre République, même si elle est profondément abîmée, repose sur un ensemble de services publics. Dans la santé comme dans la recherche, l'éducation ou la culture, ces derniers sont allés au bout du modèle de l'aristocratie élective, qui les a rendus exsangues et les a finalement trahis en les vendant au marché. Si ce diagnostic pouvait être partagé, nous ne partirions pas de zéro. Les enceintes des écoles, des amphithéâtres et des universités, celles des laboratoires, des hôpitaux et des théâtres pourraient devenir un ensemble de lieux communs et partagés pour tout un peuple qui décide de s'assembler et entend déterminer lui-même ce qu'il juge bon pour lui. Mais pour cela, il faut abattre bien des pouvoirs et être prêt à bien des batailles. Il faut être prêt à lutter ici et maintenant, au plus près de chez soi. Car c'est à ce niveau-là aussi, et pas seulement dans les hauts lieux de la finance internationale et de la ploutocratie mondialisée, que peut s'entamer une révolution.

Barbara Stiegler, Christophe Pébarthe, *Démocratie ! Manifeste*, *Le Bord de l'Eau*, septembre 2023, 160 pages, 12 euros

Rencontre aux Enjeux Contemporains : Jeudi 19 octobre – 14h15 – 15h00 Services publics avec Barbara Stiegler et Christophe Pébarthe, modération Johan Faerber

18/10

La lutte pour les communs, après la gigantesque escroquerie des enclosures qui a connu son apogée au 17ème, privatisant des ressources auparavant gérées par les communautés locales, terres, pâtures, forêts, systèmes d'adduction d'eau, pêcheries, etc, est essentielle.

Ces ressources doivent être à la disposition de leurs usagers, et non privatisées ou étatisées, elles touchent à ce qui appartient à tout le monde, mais à personne en particulier, que nul ne peut s'approprier. Difficile de faire plus libertaire.

Mais il est toujours possible de tenter d'invalider cette lutte en lui attribuant des qualificatifs perçus comme désobligeants, d'annulation symbolique, il y aura toujours quelques jouisseurs du mépris pour se taper dans le dos en se disant qu'ils sont meilleurs que les autres, ces nuls.

Cette pratique à cours depuis longtemps, ça s'appelle la projection de l'ombre, bien développée par les cathos, les cocos et autres, je viens de mettre en ligne sur divergences un petit papier sur la question, dans la rubrique "quand l'anarchie, l'anal y tique".

Je sens qu'il va falloir que j'aïlle plus loin dans cette exploration.

Yves

18/10

Sujet COMMUN

Merci de ta réponse qui montre qu'effectivement il y a bien deux problématiques qui se chevauchent.

Je ne mets pas en cause le « Commun » qui correspond à un vaste courant de pensée dont le Dictionnaire des biens communs, Puf, 2017, 1240 pages marque un moment important.

Face à la prolifération des articles et des références abusives au Commun, je trouve qu'une nouvelle mode s'installe

chez nos élites.

40 ans de travail en librairie et dans l'édition m'ont appris que la marchandisation des idées correspond au début d'un nouveau conformisme et à un enlisement d'une courant de pensée. Ex : le care, l'écologie, le féminisme, le racisme, le racialisme, le décolonialisme, la psychanalyse de tout et n'importe quoi

Je ne vise pas Barbara Stiegler que je lis depuis sa thèse sur Nietzsche, après 30 ans de lecture de son père. (Ce n'est pas le sujet).

Ton analyse psychanalyse me semble trop auto-centrée et n'évite pas les pièges de la scolastique psy. Mais j'avoue mon incompetence et ma réticence.

La situation actuelle mérite une approche plurielle, car le capitalisme mène une offensive tous azimuts difficile à appréhender.

Au plaisir de lire tes nouvelles exploration .

R-D M

19/10

J'ai croisé Barbara Stiegler cet été aux Reclusiennes où elle avait été invitée à participer.

Plutôt intéressé de l'entendre, apres avoir lu une paire de ses essais.

Tombé de haut !

Impression détestable : arrivée très en retard sans s'excuser, discours énervé et façon « populiste », s'en prenant à Macron et Brigitte... puis répondu de façon plutôt méprisante à une jeune femme qui lui posait une question (au raz des pâquerettes. Mais c'est pas une raison).

Et lâché des âneries sur l'anarchisme et les anarchistes, ignorance crasse ou mauvaise foi... difficile de trancher.

Bref lamentable.

Pour ce qui est des communs, j'ai lu des chartes de gestion de communs d'alpages, du Valais. C'est de l'autogestion de ressources collectives, plutôt pleines de bon sens.

Patrick.

Au passage elle s'était définie comme « socialiste jaressienne ».

Cher Patrick,

Ton message me ravit. Travaillant chez l'éditeur qui a publié la thèse de Barbara Stiegler, ce que tu racontes m'a rappelée l'engueulade que j'eus avec la fille Bernard Stiegler

La programmation de son livre sur Nietzsche fut annulée, car le camion venant de l'imprimerie avait cassé son essieu en cours de route. La parution était donc reportée. La Barbara me fit comprendre en termes chaleureux que j'étais un incapable et l'éditeur, plus que centenaire, était à chier.

Mon billet avait pour but, non de mettre en cause le commun, mais de souligner la marchandisation par une élite bobo, arrogante en quête de grains à moudre et de promotion.

J'ai d'ailleurs écrit avec Pierre un texte sur les coopératives à partir de notre expérience de la librairie Bazar Coop de Strasbourg.

J'ai l'impression que le commun sert un peu de recyclage.

Merci et à bientôt.

D-D M

21/10

Objet commun

Ce phénomène est propre à toutes les communautés religieuses y compris les communautés appartenant à une religion politique.

C'est le modèle des franciscains : Tout pour l'ordre, rien pour ta gueule.

Cela pose plusieurs questions

– Les limites et le mythe de la propriété collective.

– Quel statut du travail dans la constitution du capital de la communauté. La pauvreté comme alibi, et l'enrichissement sans participation.

Encore un écueil pour la pensée libertaire. A discuter.

R-D M

21/10

Ivar, et les autres,

Cette "anecdote" des RIA me parle particulièrement dans la mesure où ma question du moment (qui dure) porte sur l'ombre, cette part inconsciente de nous qui nous déborde à chaque fois que nous nous situons du côté de la Vérité, du Bien luttant héroïquement contre le Mal.

En tant qu'humain cherchant à le rester, pour paraphraser Geneviève Azam, j'ai fini par admettre, non sans mal, que mon singe dans le dos me jouait des tours pendables dès que je l'oubliais, et je sais que je partage ce symptôme avec tous les sauveurs du monde, et les anars sont bien là en première ligne.

C'est ce que j'essaie liminairement d'exprimer dans mes petits papiers sur Divergences, dans la rubrique "Quand l'anar chie, l'anal y tique", pour tenter de dédramatiser l'affaire.

Les anarcho-totalitaires de Renverse et autres Cuir démontrent par l'absurde notre surdité à ce fait psychique de base, notre trickster ne nous lâche pas la grappe, jamais, et risque de nous mener aux pires passages à l'acte quand nous prétendons en être "libérés".

Souvenons-nous des sympathiques Wandervögel des années 20, plus libertaire tu meurs, basculés en masse dans les jeunesse hitlériennes dès que l'occasion s'est présentée. Sur ce point, la lecture de "Wotan", dans "Aspects du drame contemporain", de Jung, est édifiante, sur comment se laisser submerger par l'ombre collective inconsciente. Et on peut y trouver beaucoup de parallèles avec les situations terribles du monde actuel.

Bonne soirée

Yves

21/10

Merci Yves,

Ayant été membre du groupe de préparation de la RIA de ST-Imier, j'ai écrit un texte tout au début de cette Discussion, peut-être trop tôt. Je suis donc content que cette problématique soit reprise car elle concerne l'avenir du mouvement anarchiste dans son ensemble et pas seulement en Suisse.

Je rappelais la conjoncture particulière de la Suisse, où depuis presque une vingtaine d'année (après la disparition de l'Organisation Socialiste Libertaire (OSL) il n'existe plus d'organisation anarchiste structurée au niveau suisse. Il n'existe plus que quelques groupes locaux, sans vraiment de liens entre eux. Le seul lieu de regroupement a donc été, informellement, la RIA de 2012 et celle de 2022 (petite RIA).

Ce vide a donc suscité une ambition de prise de pouvoir d'une partie de la nouvelle génération, regroupée autour du site Renverse (ultra-gauche anarchisante) et du milieu Queer (qui a déjà réussi à investir le Parti socialiste). Nous (ancienne génération) avons été un peu naïfs en faisant confiance en la nouvelle génération (d'ailleurs douée dans le domaine informatique/numérique). Ce n'est que lors de la dernière réunion de préparation, le 2 juillet, qu'est soudainement apparu la "Team Care" (femmes Queer) qui se sont ainsi imposées comme coordinatrices de la RIA avec notamment un rôle de service d'ordre. soi-disant de médiation.

Lors de la RIA, la Team Care n'a pas assumé le rôle de service d'ordre car elles sont laissé faire les agressions contre la Fédération anarchiste de la part d'un groupe anonyme, mais très probablement issu du Camping Queer (camping spécifique imposée en dernière minute).

La Team Care s'est également permise d'annuler l'exposé-débat que nous avons prévu sur "Que faire face au risque d'instrumentalisation de l'OMS ?". Comme vous le savez sans doute, depuis quelques années, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui a son siège à Genève, est principalement financée par des fondations privées, dont celles de Bill Gates, en lien avec les multinationales pharmaceutiques. Le dicton "Qui paie, commande" résume bien la situation. Le grand capital mondialisé a bien su tirer parti de la crise covid et veut maintenant pérenniser cette manne financière (vaccins ARNm, etc. en dotant l'OMS d'un pouvoir contraignant, supranational).

Un certain nombre de mouvements citoyens, médicaux, juridiques, du monde entier, ainsi que des Etats (en majorité du sud, sont opposés à cette prise de pouvoir, qui met en cause la souveraineté des Etats et les droits fondamentaux et la liberté de choix des citoyen-ne-s du monde entier.

Mais le problème est que la gauche en général, le site Renverse et le milieu Queer, ne voient pas ce danger, et reprennent à leur compte toute la propagande (largement financée) du pouvoir capitaliste mondialisé, classant tous

les lanceur d'alerte, experts médicaux et juridiques ou simples citoyens, comme étant des conspirationnistes liés à l'extrême-droite antisémite. Cette propagande, largement diffusée dans les médias, avec aussi censure des opinions divergentes et des informations gênantes pour le pouvoir capitaliste et étatique, n'est pas encore suffisamment dénoncée par les mouvements anarchistes.

L'AG de l'OMS qui aura lieu fin mai à Genève sera donc décisive. Ne laissons donc pas le milieu Queer et ses alliés imposer ses normes et ses méthodes au sein du mouvement anarchiste. Les anarchistes doivent poursuivre la lutte anti-autoritaire, anti-capitaliste et anti-impérialiste, contre toutes les formes de pouvoir et pour favoriser la réflexion et l'auto-organisation des citoyen·ne·s et des travailleurs. Tirons donc la leçon de la RIA de St-Imier.

Si aujourd'hui, les conditions de dialogue et de débat contradictoire ne sont pas réunies, il ne faut pas perdre l'espoir que ce sera possible à l'avenir.

Avec mes salutations libertes.

Ivar